

Acheteur public :

AGENCE DE L'EAU ARTOIS - PICARDIE

200, rue Marceline Centre Tertiaire de l'Arsenal BP 80818 59508 DOUAI Cedex

Tél. : 03.27.99.90.00 / Fax : 03.27.99.90.15

www.eau-artois-picardie.fr

SIRET : 185 911 781 00028

Direction service :

Direction Planification, Programmes et Connaissance

Service Planification et Programmes

Cahier des clauses techniques particulières

Numéro de la consultation : 25AOI09

Objet de la consultation : Réalisation de l'évaluation environnementale du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) et de son Programme de Mesures (PdM), du Plan de Gestion des Risques liés aux Inondations (PGRI) et du Plan de gestion des poissons migrateurs (PLAGEPOMI) pour le bassin Artois-Picardie.

Table des matières

ARTICLE 1 - PREAMBULE	3
1.1 – Contexte	3
1.1.1 – Contexte général	3
1.1.1.1 – Contexte particulier du SDAGE et du PDM	3
1.1.1.2 – Contexte particulier du PGRI	3
1.1.1.3 – Contexte particulier du PLAGEPOMI.....	4
1.1.1.4 – Contexte particulier de l'étude	4
1.1.2 – Contexte réglementaire	5
1.1.2.1 – Relations entre le PGRI, le SDAGE et les documents de planification.....	5
1.1.2.2 – Articulation dans l'application des trois directives	6
1.2 – Présentation de l'agence de l'Eau Artois-Picardie	6
1.3 – Présentation de la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement des Hauts-de-France	7
1.4 – Gouvernance de la politique de l'eau sur le bassin Artois-Picardie.....	8
1.4.1 – Les outils de gouvernance	8
1.4.2 – Les instances de gouvernance	9
1.4.2.1 – Du SDAGE	9
1.4.2.2 – Du PGRI.....	10
1.4.2.3 – Du PLAGEPOMI	11
ARTICLE 2 - OBJET ET DURÉE DU MARCHÉ	11
2.1 – Objet du marché.....	11
2.2 – Nature du marché.....	11
2.3 – Caractéristiques principales.....	12
2.4 – Durée du marché et délais d'exécution	12
ARTICLE 3 - PILOTAGE, DÉROULEMENT ET CONTENU DES PRESTATIONS	12
3.1 – Organisation et Pilotage	12
3.1.1 – Comité de pilotage (CoPil).....	12
3.1.2 – Comité technique (CoTech).....	13
3.1.3 – Organisation matérielle.....	13
3.2 – Déroulement	14
3.3 – Contenu des rapports d'évaluation	14
3.4 – Documents à prendre en compte	19
ARTICLE 4 - LIVRABLES	19
ARTICLE 5 - EXIGENCES ENVIRONNEMENTALES	20

ARTICLE 1 - PREAMBULE

1.1 – Contexte

1.1.1 – Contexte général

L'article R122-202 du Code de l'Environnement stipule que « l'évaluation environnementale est proportionnée à l'importance du schéma [ou du plan,] aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux environnementaux de la zone considérée ».

1.1.1.1 – Contexte particulier du SDAGE et du PDM

La mise en œuvre de la Directive 2000/60/CE du 23 octobre 2000 établissant un cadre pour une politique communautaire dans le domaine de l'eau (DCE) prévoit, pour chaque district hydrographique, la réalisation d'un plan de gestion qui précise les objectifs environnementaux visés pour l'ensemble des masses d'eaux et les conditions de leur atteinte.

La DCE est basée sur un processus d'amélioration continue qui se traduit par l'obligation de révision (réexamen en fonction du retour d'expérience et des connaissances acquises sur l'évolution de l'état des masses d'eau) des documents, selon un cycle de 6 ans.

Sur le bassin Artois-Picardie, l'application de la DCE se fait à l'échelle des districts ou du bassin, sous la forme :

- d'un plan de gestion aussi appelé, Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) applicable au bassin Artois-Picardie ;
- de Programmes de Mesures (PdM), applicables à chaque district hydrographique, en listant les mesures pertinentes à réaliser pour permettre l'atteinte des objectifs fixés.

1.1.1.2 – Contexte particulier du PGRI

La Directive 2007/60/CE du 23 octobre 2007, relative à l'évaluation et à la gestion des risques d'inondation (dite « directive inondation »), prévoit pour chaque district hydrographique l'élaboration d'un Plan de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI).

En France, sa mise en œuvre repose sur trois étapes successives :

- ➔ **l'Évaluation Préliminaire des Risques d'Inondation (EPRI)**, qui établit un état des lieux homogène des aléas et des enjeux exposés afin d'identifier les territoires prioritaires ;
- ➔ **la sélection et la cartographie des Territoires à Risque Important (TRI)**, qui précisent les zones concentrant les enjeux majeurs et évaluent les conséquences d'événements d'intensité variable (fréquent, moyen, extrême) ;
- ➔ **l'élaboration des Plans de Gestion des Risques d'Inondation (PGRI)**, qui fixent à l'échelle du bassin les orientations stratégiques de prévention et de réduction du risque, déclinées localement sur chaque TRI à travers des **Stratégies Locales de Gestion des Risques d'Inondation (SLGRI)**.

À l'instar de la Directive Cadre sur l'Eau (DCE), la directive inondation s'inscrit dans un processus d'amélioration continue, avec une révision des documents tous les six ans afin de prendre en compte le retour d'expérience et l'évolution des connaissances.

1.1.1.3 – Contexte particulier du PLAGEPOMI

Le plan de gestion des poissons migrateurs (Plagepomi) est établi à l'échelle du bassin hydrographique et constitue le document de référence en matière de gestion des poissons migrateurs amphihalins.

Son contenu est défini à l'article R436-45 du code de l'environnement. Il a pour objet d'émettre des orientations et recommandations en vue de permettre une gestion des milieux et activités humaines compatibles avec la préservation des espèces migratrices. Il détermine notamment :

- les mesures utiles à la reproduction, au développement, à la conservation et à la circulation des poissons migrateurs ;
- les conditions et modalités de la limitation éventuelle des pêches.

Il est établi sur une période de 6 ans, calée sur les mêmes périodicités que le SDAGE.

1.1.1.4 – Contexte particulier de l'étude

En voulant mener de concert l'évaluation environnementale du SDAGE, de son PdM, du PGRI et du PLAGEPOMI, l'agence de l'eau Artois-Picardie et la DREAL Hauts-de-France visent une émergence facilitée de synergies entre des documents et une optimisation de la charge de travail.

En effet, ces documents maniant des concepts et objectifs proches, parfois confondus, s'appuient sur des textes réglementaires, nationaux ou européens, eux-mêmes proches et liés.

De plus, les évaluations environnementales des SDAGE-PDM, PGRI et PLAGEPOMI doivent également être considérées comme des outils permettant d'intégrer l'ensemble des préoccupations environnementales le plus en amont possible dans l'élaboration de ces documents.

La démarche nécessairement itérative souhaitée ici, enrichie des avancées de la rédaction du SDAGE-PDM, PGRI et PLAGEPOMI, se traduira ainsi par la production de documents intermédiaires.

1.1.2 – Contexte réglementaire

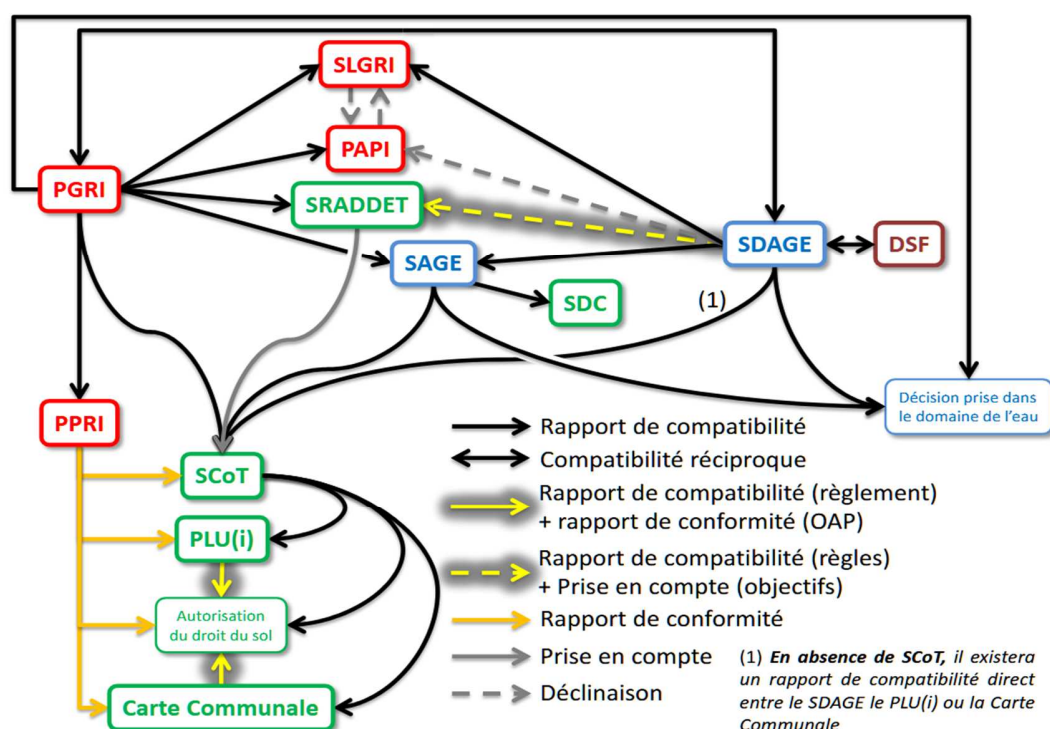
En application de l'article R 122-17 du code de l'environnement, le SDAGE, son PDM et le PGRI doivent faire l'objet d'une évaluation environnementale.

Jusqu'à présent, le PLAGEPOMI ne faisait pas l'objet d'une évaluation environnementale. La jurisprudence récente tend toutefois à inclure les Plagepomi dans les plans nécessitant une évaluation environnementale au titre de l'article L122-1 du code de l'environnement (L122-4-II-2°).

Par mesure de précaution relative au risque de contentieux, mais également pour prendre en compte au mieux les enjeux environnementaux dans le processus de construction du document, il a été décidé de soumettre le Plagepomi 2028-2033 à évaluation environnementale.

1.1.2.1 – Relations entre le PGRI, le SDAGE et les documents de planification

Pour rappel, le SDAGE est opposable à toutes les décisions administratives prises dans le domaine de l'eau, aux Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) ainsi qu'aux documents d'urbanisme (Schéma de Cohérence Territoriale – SCoT et Plan Local d'Urbanisme - PLU, Plan Local d'Urbanisme intercommunal - PLUi, carte communale) et au Schéma Régional des Carrières.



1.1.2.2 – Articulation dans l'application des trois directives

La répartition des orientations et dispositions entre SDAGE, PGRI et PLAGEMOPI suit une logique de pertinence et de simplification :

- le SDAGE contient des orientations fondamentales et dispositions qui visent la gestion des inondations à travers la gestion intégrée des milieux aquatiques ; ces orientations et dispositions sont communes au PGRI et au SDAGE et leur formulation est donc identique ;
- le SDAGE contient des orientations et dispositions qui visent la préservation et restauration de la fonctionnalité des milieux aquatiques et la continuité écologique. Celles-ci peuvent être communes ou complémentaires avec les mesures du Plagepomi.

Pour rappel : par dérogation réglementaire, les orientations fondamentales et dispositions relatives à la prévention des inondations du SDAGE reversées dans le PGRI ne sont opposables aux documents d'urbanisme qu'au titre du PGRI (article L.122-1-13, L. 123-1-10. du code de l'urbanisme).

Le SDAGE, le PGRI et le PLAGEPOMI sont révisées tous les 6 ans suivant un calendrier commun.

1.2 – Présentation de l'agence de l'Eau Artois-Picardie

L'agence de l'Eau Artois-Picardie, établissement public administratif de l'État dont le siège est à Douai, emploie 140 agents. Elle assure dans le Bassin hydrographique Artois – Picardie la traduction locale de la politique nationale de l'eau. Ses missions fondamentales sont la protection, la préservation et la lutte contre la pollution de la ressource en eau et de l'ensemble des milieux aquatiques. La loi pour la reconquête de la biodiversité de la nature et des paysages de 2016, étend les missions des agences de l'eau à la biodiversité marine et terrestre.

Le Bassin Artois-Picardie, d'une superficie de 20 000 Km² pour une population de 4,8 millions d'habitants, couvre les départements du Nord, du Pas-de-Calais, de la Somme et une partie des départements de l'Aisne et de l'Oise : ce qui représente 2 466 communes.

Ses instances décisionnelles (instances de bassin), et notamment le Conseil d'Administration de l'agence de l'Eau, sont représentatives des acteurs socio-économiques, dont elle est le partenaire local de la politique de l'eau : collectivités territoriales, représentants de l'État et usagers de l'eau (entre autres : industriels, agriculteurs, pêcheurs, associations de consommateurs et de protection de la nature).

L'Agence assure l'application des principes de prévention et de réparation des dommages à l'environnement (principe « pollueur / payeur » et « préleveur-payeur ») par l'établissement et la perception de redevances, auprès des personnes publiques ou privées, par exemple pour pollution de l'eau, consommation d'eau potable ou prélèvement sur la ressource en eau. Elles lui permettent d'attribuer des concours financiers sous forme de subventions ou d'avances remboursables aux personnes publiques ou privées pour la réalisation d'actions ou de travaux contribuant à la gestion équilibrée de la ressource en eau et des milieux aquatiques.

L'Agence de l'Eau Artois-Picardie met en œuvre, sur le bassin Artois-Picardie, les objectifs, orientations et dispositions du Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE), en favorisant une gestion équilibrée et économe de la ressource en eau et des milieux aquatiques.

Le conseil d'administration pilote l'activité de l'agence de l'Eau Artois-Picardie et définit sa politique dans des programmes pluriannuels d'interventions, selon les dispositions du code de l'environnement.

Les programmes d'intervention de l'agence de l'Eau sont régis par des cycles de 6 ans.

Le 12ème Programme Pluriannuel d'Intervention (2025-2030), adopté le 15 octobre 2024 avec une dotation de 1,279 milliard d'euros pour les six prochaines années, est entré en vigueur le 1er janvier 2025.

Ce 12ème programme vise à accompagner tous les acteurs du bassin dans un effort commun pour accélérer l'atteinte du bon état des eaux fixés par la Directive Cadre sur l'Eau dans un contexte de changement climatique et de raréfaction de la ressource en eau en période estivale. Ses cinq principaux enjeux visent à :

- Préserver et restaurer la fonctionnalité écologique des milieux aquatiques et des zones humides,
- Garantir une eau potable en qualité et en quantité satisfaisantes,
- S'appuyer sur le fonctionnement naturel des milieux pour prévenir et limiter les effets négatifs des inondations,
- Protéger le milieu littoral et marin,
- Mettre en œuvre des politiques publiques cohérentes avec le domaine de l'eau.

Pour plus d'information, consulter le site internet de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie : www.eau-artois-picardie.fr

1.3 – Présentation de la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement des Hauts-de-France

La Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement (DREAL) est un service déconcentré du Ministère en charge de la transition écologique.

Sous l'autorité du préfet de Région, elle pilote les politiques de développement durable résultant notamment des engagements du Grenelle de l'environnement ainsi que celles du logement et de la Ville.

Elle harmonise et coordonne les approches de gestion du risque technologique, naturel, industriel et sanitaire.

La DREAL Hauts-de-France porte, par ailleurs, pour le compte du préfet coordonnateur de bassin, les missions de délégation du bassin Artois-Picardie et intervient dans ce cadre sur un territoire similaire à celui de la région Hauts-de-France.

Elle assure, à ce titre, une approche pluridisciplinaire des thématiques environnementales, en particulier la reconquête et la protection de la ressource en eau, la restauration et conservation de la diversité animale et végétale ou la lutte contre les inondations.

1.4 – Gouvernance de la politique de l'eau sur le bassin Artois-Picardie

Comme indiqué précédemment, la DCE et la DI s'appuient pour leur mise en œuvre sur un découpage en district hydrographique.

Les districts au sens européen et les bassins au sens français n'ont pas systématiquement les mêmes délimitations.

Ainsi, le bassin hydrographique Artois-Picardie regroupe la partie française du district hydrographique de l'Escaut et la partie Sambre du district de la Meuse.

Le PLAGEPOMI est quant à lui établi à l'échelle du bassin hydrographique.

1.4.1 – Les outils de gouvernance

Chaque bassin est doté d'un SDAGE.

Ce document de planification fixe les orientations fondamentales et les dispositions permettant une gestion équilibrée et durable des ressources en eau et contribuant à l'atteinte des objectifs environnementaux de la DCE.

Il définit les objectifs de qualité et de quantité à atteindre pour chacune des masses d'eau du bassin concerné, ainsi que les objectifs de réduction ou de suppression des émissions et rejets de substances prioritaires.

Le SDAGE a une valeur juridique : les documents d'urbanisme (Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable et d'Égalité des Territoires - SRADDET, Schémas de Cohérence de l'Organisation Territoriale - SCOT, Plans locaux d'Urbanisme – PLU et cartes communales) et les décisions administratives dans le domaine de l'eau doivent lui être compatibles, permettant ainsi d'assurer la cohérence de l'action sur le plan territorial.

À chaque SDAGE est associé un Programme de Mesures (PdM), ce document identifie les mesures clés indispensables à la réalisation des objectifs environnementaux identifiés dans le SDAGE.

Le PdM n'a pas vocation à répertorier de façon exhaustive les mesures dans le domaine de l'eau. Il est axé sur les mesures indispensables pour l'atteinte du bon état, c'est-à-dire celles ayant un effet sur le ou les paramètre(s) pénalisant aujourd'hui l'atteinte du bon état.

Le PdM est à considérer comme une feuille de route sur laquelle s'engagent les services de l'État et les acteurs de l'eau pour rendre opérationnel le SDAGE.

À l'échelle départementale, élaboré par la Mission InterServices de l'Eau et de la Nature (MISEN), un Plan d'Actions Opérationnel Territorialisé (PAOT) programme les actions concrètes à réaliser pour mettre en œuvre le PdM et atteindre ainsi les objectifs fixés dans le SDAGE.

La gestion de l'eau peut se décliner à une échelle locale, celle des périmètres des Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE).

Les SAGE sont les instruments essentiels de la mise en œuvre des SDAGE : ils déclinent concrètement les orientations et les dispositions des SDAGE en les appliquant aux contextes locaux. En Artois-Picardie, les SAGE au nombre de 15 couvrent l'ensemble du bassin, à des stades différents d'avancement.

1.4.2 – Les instances de gouvernance

Afin de gérer la ressource en eau de manière équilibrée, une large place est donnée à la concertation locale.

1.4.2.1 – Du SDAGE

À l'échelle du bassin, la concertation se fait au sein d'une instance appelée comité de bassin pour le SDAGE. Ce comité est constitué de trois collèges, réunissant des représentants :

- des collectivités (communes et leurs groupements, départements et régions) ;
- des usagers de l'eau (industriels, agriculteurs, associations de défense de l'environnement, associations de pêche, associations de consommateurs) ;
- de l'État.

Le comité de bassin a pour rôle d'arrêter les grandes orientations de la gestion de l'eau au sein de chaque bassin, en application des politiques de l'eau nationales et européennes. Plus particulièrement, il adopte le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE), le programme d'intervention de l'agence de l'Eau et les redevances nécessaires pour son financement. Il peut créer des commissions thématiques. Ainsi en Artois-Picardie, ont été créées la Commission Permanente des Milieux naturels et de la Planification (CPMNP) et la Commission Permanente Eau et Agriculture (CPEA) qui sont consultées sur le projet de SDAGE et de PdM avant examen en séance du comité de bassin.

L'autorité administrative sur le territoire du bassin Artois Picardie est le préfet « coordonnateur de bassin ». C'est ici le préfet des Hauts-de-France, région dans laquelle le comité de bassin a son siège. Il est assisté de la DREAL Hauts-de-France, qui en tant que déléguée de bassin, anime et coordonne l'action de l'État dans le domaine de l'eau à l'échelle du bassin Artois-Picardie.

Le comité de bassin élabore et adopte le SDAGE, qui doit être approuvé par le préfet coordonnateur. Le préfet coordonnateur de bassin élabore et adopte le programme de mesures, après avoir recueilli l'avis du comité de bassin.

En pratique, le Secrétariat Technique de Bassin (STB), instance technique regroupant la DREAL déléguée de bassin, l'agence de l'Eau Artois Picardie, l'office français de la biodiversité (OFB) et la DRAAF, est chargé de proposer le contenu technique du projet de SDAGE au comité de bassin et d'élaborer les projets de PdM et de programme de surveillance pour le compte du préfet coordonnateur de bassin.

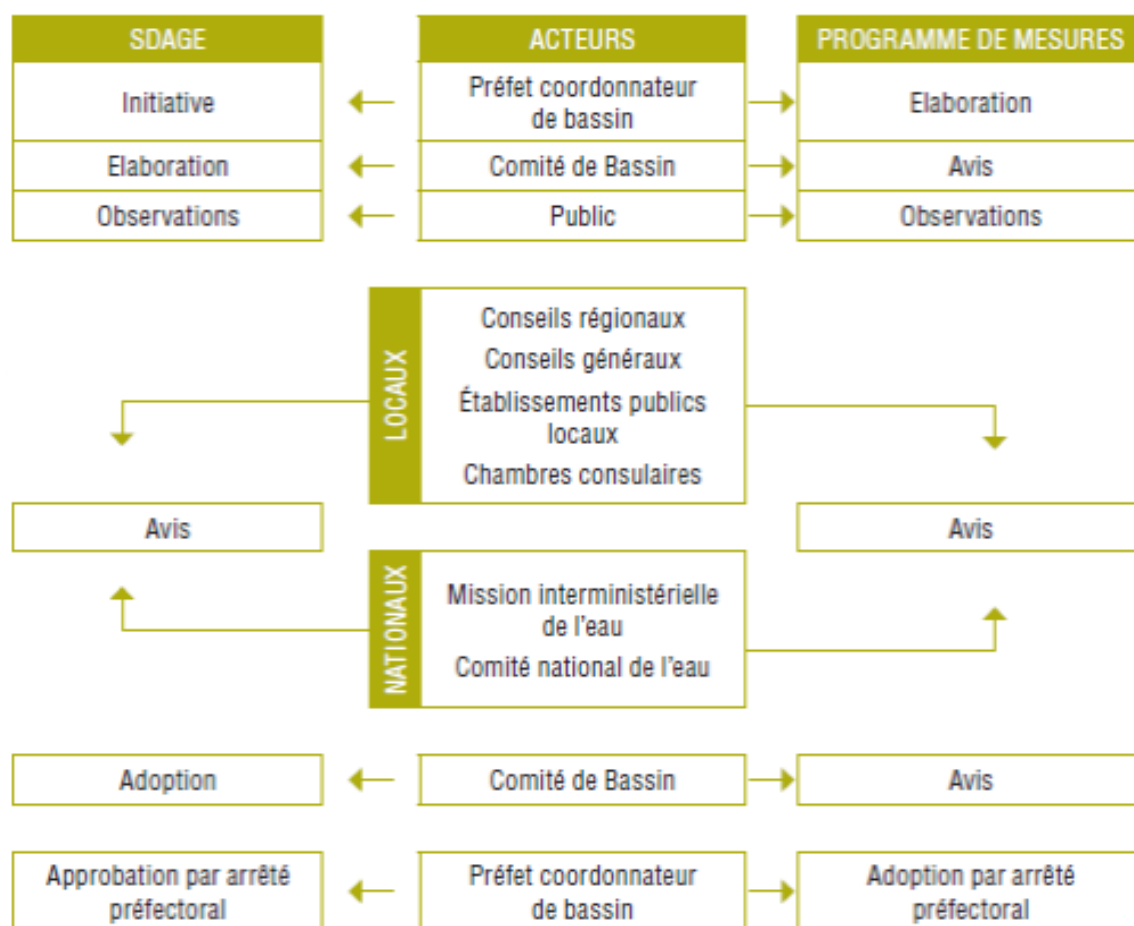


Figure 1 : Schéma des acteurs associés et responsables de l'élaboration des SDAGE et des Pdm

1.4.2.2 – Du PGRI

Pour la mise en œuvre de la directive inondation, une Commission Inondation de Bassin (CIB) a été mise en place dans le bassin Artois-Picardie début 2012 puis révisée en 2021 permettant une gouvernance de bassin pour la conduite de la politique de gestion des risques d'inondation à cette échelle.

Les objectifs de cette commission, suivant la circulaire du 5 juillet 2011, sont :

- de définir la politique de gestion des risques d'inondations
- de participer aux différentes étapes de la mise en œuvre de la directive inondation
- de labelliser des projets de lutte contre les inondations, notamment les Programmes d'action de Prévention des Inondations (PAPI) de moins de 20M€.

Cette commission est constituée de quatre collèges, réunissant des représentants en partie issus du comité de bassin :

- des collectivités (communes et leurs groupements, départements et régions) ;
- des usagers non économiques de l'eau (associations de défense de l'environnement, associations de pêche, associations de consommateurs) ;
- des usagers économiques de l'eau (industriels, agriculteurs).

1.4.2.3 – Du PLAGEPOMI

Le PLAGEPOMI est élaboré par le comité de gestion des poissons migrateurs (COGEPOMI) et arrêté par le préfet coordonnateur de bassin.

Le COGEPOMI est l'instance de concertation réunissant l'ensemble des acteurs impliqués dans la gestion des poissons migrateurs amphihalins : représentants de l'administration et des établissements publics, des différentes catégories de pêcheurs professionnels ou de loisirs maritimes ou d'eau douce, des collectivités locales, des représentants des riverains.

ARTICLE 2 - OBJET ET DURÉE DU MARCHÉ

2.1 – Objet du marché

Le présent marché a pour objet la rédaction de trois rapports environnementaux distincts, à l'échelle du bassin Artois-Picardie :

- un rapport portant sur le SDAGE et son PdM pour la période 2028-2033 ;
- un rapport portant sur le PGRI pour la période 2028-2033 ;
- Un rapport portant sur le PLAGEPOMI pour la période 2028-2033.

Cette rédaction doit être effectuée simultanément à la rédaction par les services de l'État du contenu des trois documents.

Ces rapports ont pour objet d'identifier, de décrire et d'évaluer les incidences notables probables de la mise en œuvre de la DCE (incluant le SDAGE et le PdM), la mise en œuvre de la DI, incluant le PGRI, ainsi que du PLAGEPOMI sur l'environnement. L'élaboration des trois rapports d'évaluation environnementale doit être menée en parallèle, les éléments d'analyse de l'un devant, dans la mesure du possible, alimenter les autres.

Le bassin Artois-Picardie fait partie des districts internationaux de l'Escaut et de la Meuse, une coordination internationale est requise. Elle devra être mentionnée dans les rapports d'évaluation environnementale.

Le contenu des rapports sera conforme aux dispositions du code de l'environnement dans son article R122-20, codifiant les prescriptions du décret n°2012-616 du 2 mai 2012. Il est rappelé au paragraphe 3.3. Contenu des rapports d'évaluation du présent document.

Le titulaire du marché devra également estimer le coût humain, financier et temporel de rédaction de la déclaration environnementale.

2.2 – Nature du marché

Le présent marché est soumis aux dispositions du Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de prestations intellectuelles (arrêté du 16 octobre 2009).

2.3 – Caractéristiques principales

Le présent marché est un marché unique ne comportant pas de lot.

Les phases, s'il y en a, seront lancées sans ordre de service.

Il comporte une seule tranche.

2.4 – Durée du marché et délais d'exécution

La durée de l'accord-cadre court à compter de sa date de notification pour une durée de 8 mois.

Pour fin 2026, le SDAGE et son PdM, le PGRI, le PLAGEPOMI établis en 2021 doivent être révisés.

À partir de novembre 2026, les projets seront soumis à la consultation du public accompagnés des rapports d'évaluation environnementale et des avis émis par l'autorité environnementale.

L'autorité environnementale dispose de 3 mois pour émettre son avis à compter de la remise d'un rapport d'évaluation environnementale.

Ces étapes préalables à l'approbation du PGRI, du SDAGE et du PdM et du PLAGEPOMI conduisent à fixer la fin de l'élaboration des rapports environnementaux du projet de PGRI et des projet de SDAGE et PdM pour **mi-juin 2026**, afin de recueillir l'avis des instances de gouvernance sur ces documents à la session de début juillet 2026. La partie PLAGEPOMI étant attendue pour **octobre 2026**.

La date de démarrage prévisionnelle est fixée à début février 2026.

ARTICLE 3 - PILOTAGE, DÉROULEMENT ET CONTENU DES PRESTATIONS

3.1 – Organisation et Pilotage

3.1.1 – Comité de pilotage (CoPil)

Un comité de pilotage assurera le suivi de l'étude.

Le comité de pilotage est constitué :

- De la Directrice Générale de l'agence de l'eau, ou de sa représentante,
- du Directeur Connaissance, Planification et Programmes de l'agence de l'eau, ou de son représentant,
- du Directeur des Interventions de l'agence de l'eau, ou de son représentant
- du représentant de la direction de la DREAL,
- d'un représentant de l'OFB.

Les membres du comité de pilotage peuvent inviter à participer aux réunions des personnes ou services compétents, qu'ils jugent utiles.
En outre, un point régulier sera fait entre le titulaire et l'Agence de l'eau lors des comités techniques.

Le Comité de pilotage appréciera la qualité du rapport environnemental lors de chaque séance. Le titulaire tiendra compte des corrections et amendements demandés en cours d'élaboration, indépendamment de la vérification dont les modalités sont décrites dans le présent CCTP.

3.1.2 – Comité technique (CoTech)

Le rôle du comité technique est de :

- préparer le comité de pilotage,
- valider techniquement les modifications réalisées sur les livrables par le titulaire.

Le comité technique se réunit au besoin sur une journée ou une demi-journée pour parler des 2 thématiques avec les experts correspondants.

Le Comité technique est au moins constitué de :

- un représentant de l'agence de l'Eau Artois Picardie,
- un représentant du service planification de la DREAL,
- un représentant du bureau d'étude.

Le comité technique peut, à l'occasion des réunions programmées par le titulaire, et dans la mesure où cela est jugé utile par les parties, prendre l'attache de personnes ou de services compétents sur certains aspects du PLAGEPOMI, du SDAGE, du PdM, du PGRI et des rapports environnementaux afin d'apporter un éclairage au titulaire.

Les membres du comité de pilotage peuvent inviter à participer aux réunions des personnes ou services compétents, qu'ils jugent utiles.

Des référents techniques seront identifiés pour chaque document soumis à évaluation environnementale

Des points d'avancement en distanciel pourront également être réalisés régulièrement avec la DREAL Hauts-de-France et l'agence de l'eau Artois-Picardie. Le titulaire veillera à rappeler ces points lors des comités techniques.

3.1.3 – Organisation matérielle

Les sessions pourront avoir lieu :

- ↪ En présentiel :
- sur Lille à la DREAL Hauts-de-France ;
 - sur Douai, à l'agence de l'eau Artois-Picardie.

Il est à noter que les deux sites sont à une dizaine de minutes à pied d'une gare.

- ↪ En distanciel par visioconférence.

3.2 – Déroulement

La prestation comprend la participation et l'animation pour les comités de pilotage et les comités techniques. Les documents présentés lors de ces réunions seront envoyés 1 semaine au plus tard avant la date de la réunion.

Le titulaire adresse systématiquement, dans les deux jours ouvrés suivant toute réunion, un compte rendu à l'Agence et à la DREAL pour validation. Ce compte rendu comprend en outre un échéancier des prestations à réaliser et une date prévisionnelle de nouvelle réunion. Si, lors de ces réunions, des modifications sont demandées sur les livrables, elles devront être réalisées dans la semaine suivante.

La prestation prévoira également la production de notes et présentations synthétiques, pour les services de l'agence et de la DREAL, des rapports d'évaluation environnementale à des fins de restitution devant la commission inondation, la commission permanente des milieux naturels aquatiques et de la planification, le comité de bassin ou le COGEPOMI. À la suite de ces réunions, le titulaire sera destinataire des retours et échanges afin, le cas échéant, d'amender les projets de livrables dans la semaine suivant l'envoi des éléments.

Le calendrier prévisionnel d'élaboration des documents est le suivant pour chaque document (certaines réunions pouvant concerner plusieurs documents) :

- La réunion de lancement a pour objectif de présenter la méthode de travail, préciser le calendrier de réalisation et les rendus intermédiaires. Elle se déroulera dans le cadre du comité de pilotage ;
- Une deuxième réunion aura pour objet de présenter une version V0 des rapports en particulier sur les points 1 et 2 tel que définis au point 3.3. Contenu des rapports d'évaluation, ci-dessous. Elle se déroulera dans le cadre d'un Comité Technique ;
- Une troisième réunion aura pour objet d'examiner la version V1 des rapports qui seront présentés à la commission inondation et à la commission permanente des milieux naturels aquatiques et de la planification. Elle se déroulera dans le cadre d'un comité technique ;
- Une quatrième réunion aura pour objet de valider les projets de rapports finaux. Elle se déroulera dans le cadre d'un comité de pilotage.

Dans l'hypothèse où le décalage du PLAGEPOMI est actée, un nouvel échéancier sera produit conjointement par l'agence et la DREAL augmenté de réunions supplémentaires.

3.3 – Contenu des rapports d'évaluation

Conformément à l'article R 122-20¹ du code de l'environnement, l'évaluation environnementale est proportionnée à l'importance du plan, schéma, programme et autre document de planification, aux effets de sa mise en œuvre ainsi qu'aux enjeux

¹ Modifié par [Décret n°2017-626 du 25 avril 2017 - art. 3](#)

environnementaux de la zone considérée. Le rapport environnemental qui rend compte de la démarche d'évaluation environnementale, comprend successivement :

➡1° Une présentation générale indiquant, de manière résumée, les objectifs du plan, schéma, programme ou document de planification et son contenu, son articulation avec d'autres plans, schémas, programmes ou documents de planification et, le cas échéant, si ces derniers ont fait, feront ou pourront eux-mêmes faire l'objet d'une évaluation environnementale.

En particulier, le titulaire exposera l'articulation entre le SDAGE et le PGRI, entre le PGRI et la stratégie nationale de gestion du risque d'inondation, entre le SDAGE et le Document Stratégique de Façade (DSF), entre le PLAGEPOMI et le SDAGE et le DSF etc... .

Il explicitera la prise en compte du SDAGE, du PLAGEPOMI et du PGRI par les documents d'urbanisme ou tous autres documents de planification dans le domaine de l'eau. Il devra également expliciter la façon dont les remarques de l'Autorité Environnementale, formulées pour le SDAGE précédent ont été prises en compte.

➡2° Une description de l'état initial de l'environnement sur le territoire concerné, les perspectives de son évolution probable si le plan, schéma, programme ou document de planification n'est pas mis en œuvre, les principaux enjeux environnementaux de la zone dans laquelle s'appliquera le plan, schéma, programme ou document de planification et les caractéristiques environnementales des zones qui sont susceptibles d'être touchées par la mise en œuvre du plan, schéma, programme ou document de planification. Lorsque l'échelle du plan, schéma, programme ou document de planification le permet, les zonages environnementaux existants sont identifiés.

Si l'objectif principal de ces documents concerne l'eau et la sécurité de la population, l'évaluation environnementale devra porter sur l'ensemble des dimensions environnementales et notamment, sur la santé humaine, la population, la diversité biologique, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, le bruit, le climat, les paysages.

Le titulaire devra s'appuyer sur les diagnostics initiaux réalisés : l'état des lieux pour le SDAGE, l'EPRI et les TRI pour le PGRI, le bilan des connaissances sur les migrateurs qu'il complètera par les données disponibles pour couvrir l'ensemble des compartiments environnementaux. Les sources de l'état initial seront indiquées.

Le titulaire veillera à identifier et dissocier l'impact du SDAGE, du PGRI et du PLAGEPOMI. L'évaluation environnementale doit mettre en exergue les effets de la mise en œuvre des SDAGE/ PdM, PGRI et PLAGEPOMI. Il importe d'intégrer à l'état initial la prise en compte des tendances d'évolution qui permettent de définir un scénario habituellement nommé « fil de l'eau » avec lequel peuvent être comparés les divers scénarios éprouvés.

Une analyse sommaire de l'évolution de l'état initial de l'environnement depuis 2019 devra également être produite.

➡3° Les solutions de substitution raisonnables permettant de répondre à l'objet du plan, schéma, programme ou document de planification dans son champ d'application territorial. Chaque hypothèse fait mention des avantages et inconvénients qu'elle présente, notamment au regard des 1° et 2°.

Cette partie reprendra en particulier les alternatives possibles mais non retenues au cours de l'élaboration du SDAGE, du PdM, du PGRI et du PLAGEPOMI, en présentant leurs intérêts et leurs inconvénients éventuels notamment au regard de l'environnement. Le titulaire aura pour cela accès aux différents dossiers produits à l'attention du comité de bassin et de ses instances, des commissions géographiques, de la commission inondation et des comités techniques ainsi qu'aux comptes-rendus réalisés.

➡4° L'exposé des motifs pour lesquels le projet de plan, schéma, programme ou document de planification a été retenu notamment au regard des objectifs de protection de l'environnement.

Ce volet du rapport est l'occasion de s'assurer de la cohérence des orientations des plans/programmes concernés avec les engagements pris par la France au niveau international et avec les politiques portées par l'État au niveau national et départemental. Il est suggéré d'examiner successivement les dispositions des textes concernés (internationaux, européens ou nationaux) en vigueur, éventuellement déclinés à l'échelon local et vérifier que les mesures adoptées contribuent à leurs objectifs ou qu'elles ne sont pas en contradiction. Une attention particulière devra être apportée à la DCE et à la DI, dont les transpositions en droit français sont à l'origine de l'élaboration du projet de SDAGE/PdM.

Le titulaire précisera la teneur du SDAGE par rapport aux dispositions des textes de portée internationale ou nationale en vigueur, l'analyse se limitant aux éléments les plus pertinents. Il en fera de même pour le PGRI et le PLAGEPOMI.

Cette partie permet de vérifier la cohérence entre le SDAGE/PdM, le PGRI et le PLAGEPOMI et leur compatibilité avec la mise en œuvre de la Directive-Cadre « Stratégie pour le Milieu Marin » (DCSMM 2008/56/CE) et de la Directive établissant un Cadre pour la Planification de l'Espace Maritime (DCPEM 2014/89/UE).

➡5° L'exposé :

a) Des effets notables probables de la mise en œuvre du plan, schéma, programme ou autre document de planification sur l'environnement, et notamment, s'il y a lieu, sur la santé humaine, la population, la diversité biologique, la faune, la flore, les sols, les eaux, l'air, le bruit, le climat, le patrimoine culturel architectural et archéologique et les paysages.

Les effets notables probables sur l'environnement sont regardés en fonction de leur caractère positif ou négatif, direct ou indirect, temporaire ou permanent, à court, moyen ou long terme ou encore en fonction de l'incidence née du cumul de ces effets. Ils prennent en compte les effets cumulés du plan, schéma, programme avec d'autres plans, schémas, programmes ou documents de planification ou projets de plans, schémas, programmes ou documents de planification connus.

Le titulaire démontrera de manière différenciée les effets positifs et négatifs, ainsi que leur intensité et leur durée, de la mise en œuvre de la DCE, du PGRI et du PLAGEPOMI. Un soin particulier devra être apporté à la confrontation du caractère pluriannuel et cyclique de la DCE, du PGRI et du PLAGEPOMI, qui rend leur effet continu, à l'inertie des milieux concernés.

Pour la DCE, il portera notamment une attention particulière à l'impact sur l'eau, la biodiversité, la santé humaine, et le climat.

Pour le PGRI, il portera notamment une attention particulière aux volets santé humaine, eau, paysage, biodiversité, patrimoine et sur sa prise en compte dans les documents d'urbanisme.

Pour le Plagepomi, il portera une attention particulière aux volets eau, milieux aquatiques et espèces.

Dans la mesure du possible, il est conseillé de bien faire apparaître :

- les effets cumulatifs notamment avec d'autres facteurs de pression et d'autres plans et programmes ;
- la temporalité des impacts (court, moyen ou long terme) ;
- la durabilité et la réversibilité des impacts (temporaires, permanents, s'atténuant, s'accroissant, etc...) ;
- la localisation et l'étendue des impacts.

b) De l'évaluation des incidences Natura 2000 mentionnée à l'article L. 414-4.

L'article R.414-23 du code de l'environnement précise le contenu de cette évaluation. Elle est proportionnée à l'importance du plan, schéma, et notamment aux enjeux de conservation des habitats et des espèces en présence.

Le bureau d'études pourra se référer à la note de l'autorité environnementale sur les évaluations des incidences Natura 2000 du 16 mars 2016 afin d'appliquer les recommandations relatives aux plans et programmes.

Par conséquent, il ne s'agit pas d'étudier les incidences de la DCE, du PGRI et du Plagepomi sur chaque document d'objectifs (DOCOB), mais plutôt de s'assurer qu'ils ne portent pas globalement atteinte à l'état de conservation des sites Natura 2000 du bassin. Dans l'hypothèse où un ou plusieurs sites Natura 2000 sont susceptibles d'être affectés (paragraphe II du R414-23 du code de l'environnement), une analyse par type d'habitats et d'espèces humides et aquatiques d'intérêt communautaires doit être utilisée.

Pour le cas spécifique du Plagepomi, pour les sites Natura 2000 concernés par la présence ou désignés pour la conservation d'une ou plusieurs espèces de migrateurs amphihalins (6 sites actuellement recensés dont le nombre reste à conforter), une analyse plus approfondie est attendue site par site. L'analyse est réalisée à partir du DOCOB et lorsqu'elle existe de l'analyse risque pêche (ARP) du site.

➡ **6°** La présentation successive des mesures prises pour :

a) Éviter les incidences négatives sur l'environnement du plan, schéma, programme ou autre document de planification sur l'environnement et la santé humaine ;

b) Réduire l'impact des incidences mentionnées ci-dessus n'ayant pu être évitées ;

c) Compenser, lorsque cela est possible, les incidences négatives notables du plan, schéma, programme ou document de planification sur l'environnement ou la santé

humaine qui n'ont pu être ni évités ni suffisamment réduits. S'il n'est pas possible de compenser ces effets, la personne publique responsable justifie cette impossibilité. Les mesures prises au titre du b du 5° sont identifiées de manière particulière.

La description de ces mesures est accompagnée de l'estimation des dépenses correspondantes et de l'exposé de leurs effets attendus à l'égard des impacts du plan, schéma, programme ou document de planification identifiés au 5°.

↪ 7° La présentation des critères, indicateurs et modalités-y compris les échéances-retenus :

a) Pour vérifier, après l'adoption du plan, schéma, programme ou document de planification, la correcte appréciation des effets défavorables identifiés au 5° et le caractère adéquat des mesures prises au titre du 6°.

b) Pour identifier, après l'adoption du plan, schéma, programme ou document de planification, à un stade précoce, les impacts négatifs imprévus et permettre, si nécessaire, l'intervention de mesures appropriées ;

Les dispositifs de suivi prévus par le PLAGEPOMI, le PGRI et la DCE permettent d'évaluer leur efficacité vis-à-vis des politiques qu'ils portent. Le dispositif de suivi de l'évaluation environnementale est complémentaire à ceux spécifiques à chaque document. Il a pour objectif de vérifier les effets de la DCE, du PGRI et du PLAGEPOMI sur les autres domaines de l'environnement durant leur mise en œuvre et doit permettre d'adapter les documents si les incidences ne sont pas conformes à celles attendues. Pour la DCE, le titulaire vérifiera si les indicateurs actuels du tableau de bord du SDAGE peuvent contribuer à mesurer son effet sur les compartiments environnementaux autres que l'eau.

À noter que ce suivi permet d'engager des actions correctrices voire d'adapter le programme en cours de mise en œuvre si les incidences ne sont pas conformes à celles attendues. Des étapes de suivi régulières sont donc nécessaires. De plus, les indicateurs n'ont pas forcément vocation à être suivis par la structure porteuse seule, ils peuvent s'appuyer sur d'autres dispositifs extérieurs de suivi. Le titulaire tentera, dans la mesure du possible de proposer des éléments de suivi pragmatique et répondant aux observations formulées ci-avant.

↪ 8° Une présentation des méthodes utilisées pour établir les rapports environnementaux et, lorsque plusieurs méthodes sont disponibles, une explication des raisons ayant conduit au choix opéré.

Les différentes méthodes utilisées seront expliquées ; les difficultés rencontrées, telles que la quantification des effets, seront abordées et les solutions apportées seront décrites.

↪ 9° Un résumé non technique des informations prévues ci-dessus.

Ce résumé doit être facilement compréhensible par le public et les organismes consultés et reprendre les points clés du rapport environnemental. Il permet au public de s'approprier les documents, d'en cerner les enjeux et de comprendre comment la dimension environnementale a été intégrée. Enfin, il doit être utilisable lorsqu'il est extrait du rapport.

3.4 – Documents à prendre en compte

L'ensemble de documents et de données suivants sont disponibles au démarrage de l'étude :

- Rapport environnemental SDAGE 2022-2027 ;
- Avis de l'autorité environnementale SDAGE 2022-2027 ;
- SDAGE 2022-2027 ;
- PdM 2022-2027 ;
- Tableau de bord SDAGE édition 2022 ;
- État de lieux 2025 ;
- Version temporaire du projet de SDAGE 2028-2023 ;
- Version temporaire du projet de PdM 2028-2023 ;
- PGRI Artois-Picardie 2022-2027 ;
- PLAGEPOMI 2022-2027 ;
- Plan national migrateurs amphihalins ;
- Arrêtés réglementant la pêche en domaine maritime et fluvial sur le bassin Artois-Picardie ;
- Liste des ouvrages à traiter prioritairement sur le bassin pour restaurer la continuité écologique au titre du plan d'action pour une politique apaisée de la restauration de la continuité écologique.

En dehors des réunions auxquelles il assistera, le prestataire sera destinataire des comptes rendus des autres réunions relatives à la DCE, au PGRI et au PLAGEPOMI.

ARTICLE 4 - LIVRABLES

Pour chacune des évaluations, le prestataire remet les documents suivants :

- Un rapport complet et distinct pour chaque document (1 format numérique - format LibreOffice (ou équivalent et compatible) et deux versions PDF (ou équivalent et compatible) en version imprimerie et version web ;
- Une synthèse pour le bassin Artois-Picardie (format numérique - format LibreOffice ou équivalent et compatible et deux versions PDF (ou équivalent et compatible) en version imprimerie et version web ;
- Un recueil des méthodes utilisées : hypothèses de calculs ; étapes de calculs ; références bibliographiques ;
- Un fichier type « présentation Powerpoint (*.pptx) » (ou format équivalent et compatible) présentant les résultats ;
- Le recueil des données récoltées et produites dans le cadre de l'étude (format Excel ou équivalent et compatible et fichiers cartographiques afférents le cas échéant) ainsi que l'ensemble des sources (au format PDF ou équivalent et compatible).

ARTICLE 5 - EXIGENCES ENVIRONNEMENTALES

L'Agence de l'eau Artois-Picardie est engagée dans des actions qui visent à dépolluer l'eau.

Dans ce cadre, les conditions d'exécution des prestations comportent des éléments à caractère environnemental qui prennent en compte les objectifs de développement durable comme suit : Il est exigé que le titulaire suive tout au long du marché une démarche éco responsable, à cet effet le titulaire et le cas échéant ses co-traitants et/ou sous-traitants se conforment aux exigences définies ci-après.

➔ Concernant les livrables à produire : sous format dématérialisé : le titulaire et le cas échéant ses co-traitants et/ou sous-traitants privilégieront le partage des livrables prévus au présent marché via une plate-forme dédiée d'échange de documents, conformément à la proposition du titulaire remise à l'appui de son offre dans sa note méthodologique, afin de limiter la transmission en pièces jointes par messagerie électronique ; permettant ainsi de réduire l'empreinte environnementale du numérique dans l'exécution des prestations.

Le titulaire veillera à garantir quant au maintien de la validité des liens de transfert des livrables afin de les laisser à la disposition de l'Agence tout au long de la durée du marché.

En cas de non-respect de ces exigences, une pénalité pourra être appliquée selon les modalités définies au C.C.A.P.

➔ Concernant les déplacements réalisés dans le cadre du présent marché, le titulaire et le cas échéant ses co-traitants et/ou sous-traitants privilégie les déplacements à pied, ou avec des véhicules à propulsion humaine ou en transports en commun.

Si l'utilisation de véhicules individuels est indispensable, le parc servant à l'exécution des prestations comprend de préférence des véhicules fonctionnant à l'énergie électrique ou au gaz de pétrole liquéfié (GPL) ou au gaz naturel pour véhicules (GNV) ou à l'hydrogène ou encore des véhicules hybrides (mixtes électriques et essence) conformes aux normes en vigueur.

Dans le cas de recours à une prestation externe ou à la location de véhicules pour l'exécution des prestations objet du présent marché, le titulaire s'engage à ce que les véhicules utilisés respectent les prescriptions décrites ci-dessus.

Le titulaire communique à l'Agence à tout moment sur simple demande, les justificatifs relatifs aux modes de déplacement utilisés pour la réalisation des prestations (cartes grises des véhicules avec justification de la catégorie Crit'Air, abonnement, titre de transport...). Des contrôles pourront être opérés notamment lors de la présence de véhicules ou de personnes sur l'un des sites objet du présent marché.

Les modes de déplacements seront conformes à la proposition du titulaire remise à l'appui de son offre.

En cas de non-respect de ces exigences, une pénalité pourra être appliquée selon les modalités définies au C.C.A.P.